

Gouvernance des risques majeurs

Dans la Recommandation adoptée en 2014 par le Conseil de l'OCDE sur la gouvernance des risques majeurs, il est recommandé aux pays d'« associer tous les acteurs aux niveaux national et local afin de coordonner la participation de diverses parties prenantes dans des processus inclusifs d'élaboration des politiques » pour la gouvernance des risques majeurs. L'objectif d'une approche menée à l'échelle de la société tout entière pour assurer la sécurité et la sûreté des citoyens et de leurs biens consiste à défendre l'intégrité territoriale et à préserver les infrastructures essentielles et le bon fonctionnement des marchés. Les pays de l'OCDE ont démontré leur engagement en faveur d'une gouvernance des risques de très haute qualité, ce qui favorise la bonne mise en œuvre des politiques de gestion des risques. Les particuliers et les entreprises attendent des autorités qu'elles se tiennent prêtes face à un large éventail de crises et de chocs mondiaux possibles, et qu'elles sachent faire face s'ils surviennent.

L'OCDE recommande aussi aux pays membres d'élaborer une stratégie nationale prenant en compte tous les risques et formulant une vision unificatrice pour toutes les phases du cycle de gestion des risques : détection et évaluation ; prévention et atténuation ; préparation et intervention ; et relèvement et reconstruction. En 2016, l'OCDE a réalisé une enquête de suivi de la mise en œuvre de la Recommandation du Conseil sur la gouvernance des risques majeurs ; cette enquête révèle que la majorité des pays (29 pays) se sont dotés d'une stratégie nationale de gestion des risques majeurs et que, parmi ces pays, la plupart (24 pays) ont adopté une démarche prenant en compte tous les risques. Presque tous les pays de l'OCDE ont compris que de solides capacités institutionnelles, des ressources et un engagement constant des décideurs du centre de gouvernement étaient nécessaires. C'est pourquoi la plupart d'entre eux (28 pays) ont confié à une institution de l'administration centrale la mission de diriger ou de coordonner la gestion des risques majeurs. Seuls quatre pays n'ont pas chargé une entité ou une unité de piloter ou de coordonner la gestion des risques majeurs.

La gestion des risques majeurs relève des compétences de nombreux services et organes publics, à différents échelons administratifs. Pour évoluer dans ce paysage complexe, il faut donc établir des mécanismes de coordination permettant d'assurer une bonne gouvernance des politiques en question. L'enquête révèle que les institutions chargées du pilotage ou de la coordination consultent un éventail de parties prenantes nationales et infranationales lors du processus d'élaboration des politiques. La plupart des pays (26 pays) organisent des conférences *ad hoc* pour dialoguer avec des experts nationaux sur l'analyse des risques. Plus de la moitié des répondants (23 pays) organisent des ateliers nationaux lors desquels des responsables publics tiennent un dialogue stratégique sur la protection des infrastructures essentielles, et la moitié des pays environ (20 pays) consultent les ONG et les groupes d'intérêts dans le cadre de conférences. Une petite minorité de pays se sont dotés de mécanismes visant à favoriser la participation

des citoyens, tels que des plateformes de médias sociaux (6 pays), des consultations en ligne (6 pays) ou des réunions publiques ouvertes aux citoyens (2 pays). À l'avenir, il faudrait interagir plus directement avec les citoyens, par exemple via des médias sociaux et des plateformes virtuelles permettant de toucher un plus large public. Une action publique plus inclusive favorise une approche à l'échelle de la société tout entière qui débouche sur un plus grand respect de la réglementation, sur une responsabilité plus concrète des intervenants et, *in fine*, sur des sociétés plus résilientes.

Méthodologie et définitions

Les données utilisées proviennent des réponses fournies par les pays à l'Enquête 2016 de l'OCDE sur la gouvernance des risques majeurs dans 32 pays de l'OCDE et dans 3 pays candidats à l'adhésion (la Colombie, le Costa Rica et la Lituanie). Le questionnaire portait principalement sur des sujets liés à la gouvernance des risques et sur certains aspects particuliers de la gestion des risques. Les participants ont été interrogés sur les politiques et les pratiques de gouvernance des risques en vigueur au sein de l'administration centrale. Les administrations centrales/fédérales englobent tous les ministères sectoriels/services de l'exécutif, y compris les cabinets ou bureaux exécutifs et les agences exécutives. Elles n'englobent pas les ministères sectoriels/services infranationaux, ni les entreprises publiques.

Une approche sociétale consiste à associer toutes les parties prenantes, particuliers ou entités gouvernementales, entreprises, organisations non gouvernementales et troisième secteur.

Pour en savoir plus

OCDE (à paraître), "Implementing the Recommendation on the Governance of Critical Risks: Overview of Country Progress", Éditions OCDE, Paris.

OCDE (2014), *Recommandation du Conseil sur la gouvernance des risques majeurs*, OCDE, Paris. <https://www.oecd.org/gov/risk/Critical-Risks-Recommendation-French.pdf>.

Notes relatives aux graphiques

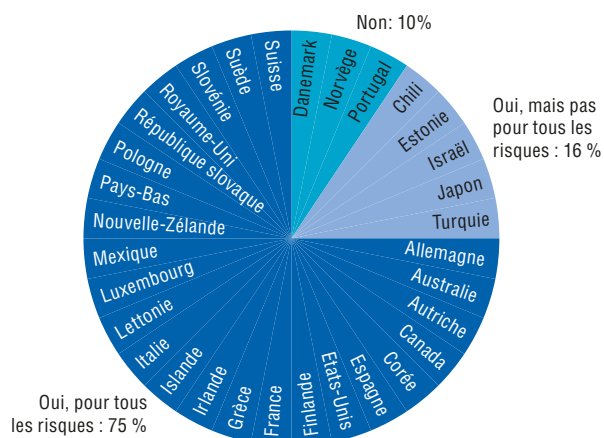
12.5 : N'inclut que les pays qui ont répondu « Oui » à la question, « Votre pays est-il doté d'une entité ou unité chargée de piloter ou de coordonner la gestion des risques majeurs à l'échelon national ? ».

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

12. GOUVERNANCE DES RISQUES ET COMMUNICATION

Gouvernance des risques majeurs

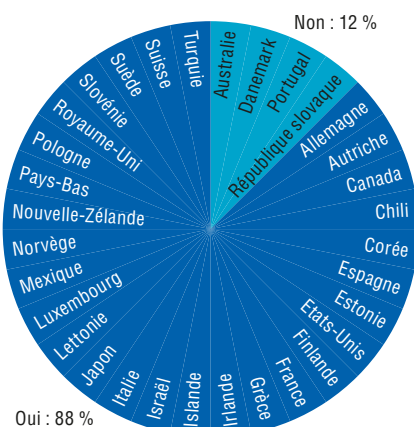
12.4. Stratégie nationale de gestion des risques majeurs (2016)



Source : OCDE (2016), Enquête sur la gouvernance des risques majeurs, OCDE, Paris.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933539971>

12.5. Institution chargée de piloter ou de coordonner la gestion des risques majeurs (2016)



Source : OCDE (2016), Enquête sur la gouvernance des risques majeurs, OCDE, Paris.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933539990>

12.6. Mission de gouvernance des risques de l'institution chargée de gérer ou de coordonner la gestion des risques majeurs à l'échelon central/fédéral (2016)

Mission de gouvernance des risques

	Conception/ formulation des politiques de gestion des risques	Fixation des priorités et répartition des ressources en conséquence	Fixation des objectifs de performance	Mise en place d'incitations à la mise en œuvre des politiques	Suivi de la mise en œuvre des politiques	Évaluation de la mise en œuvre des politiques	Diffusion des résultats de l'évaluation auprès du public	Promotion de la cohérence des politiques entre tous les services administratifs	Gestion d'objectifs stratégiques concurrents	Coordination de l'action entre l'échelon central et les échelons locaux	Coordination de la coopération entre entités publiques et non publiques
Allemagne	○	○	○	○	○	○	○	●	○	○	●
Australie	○	○	X	○	○	○	X	○	○	○	○
Autriche	○	○	○	○	○	○	●	●	○	●	●
Canada	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Chili	●	○	○	●	○	○	○	●	●	●	●
Corée	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Danemark	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Espagne	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Estonie	●	○	○	○	●	●	●	●	○	○	●
Etats-Unis	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Finlande	○	○	○	○	●	●	○	●	○	○	●
France	●	○	○	○	○	○	○	●	○	○	○
Grèce	●	○	○	●	●	●	○	●	○	○	●
Irlande	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○
Islande	○	●	●	○	○	○	○	●	○	●	●
Israël	●	●	●	○	●	●	○	●	○	●	●
Italie	●	○	○	○	●	●	●	●	●	●	●
Japon	●	○	○	○	○	○	○	○	○	●	○
Lettonie	○	○	○	○	●	●	○	○	○	●	●
Luxembourg	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Mexique	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Norvège	●	○	○	●	●	●	●	●	○	●	●
Nouvelle-Zélande	●	●	○	○	○	○	○	●	●	●	○
Pays-Bas	●	○	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Pologne	●	○	○	○	●	●	●	●	○	○	○
Portugal	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
République slovaque	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Royaume-Uni	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Slovénie	○	○	○	○	○	●	●	●	○	●	●
Suisse	●	●	○	○	●	●	○	●	○	●	●
Suède	●	○	●	●	●	●	●	●	○	●	●
Turquie	○	●	●	○	●	●	○	○	○	●	●
Total OCDE											
● Oui	20	12	12	14	19	20	16	25	14	22	23
○ Non	9	17	16	15	10	9	12	4	15	7	6
x sans objet	3	3	4	3	3	3	4	3	3	3	3
Costa Rica	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Colombie	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Lituanie	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●

Source : OCDE (2016), Enquête sur la gouvernance des risques majeurs, OCDE, Paris.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933540009>



Extrait de :
Government at a Glance 2017

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/gov_glance-2017-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2017), « Gouvernance des risques majeurs », dans *Government at a Glance 2017*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/gov_glance-2017-74-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.